

Mali/Politique

# Les citoyens aux urnes pour une présidentielle sous haute tension

AFP

Bamako/Mali

*Enjeu pour les huit millions d'électeurs : reconduire le sortant Ibrahim Boubacar Keïta ou faire confiance à un de ses 23 concurrents.*

**PLUS** de huit millions de Maliens sont appelés aux urnes ce dimanche pour reconduire le président Ibrahim Boubacar Keïta, élu en 2013 après l'intervention internationale contre les jihadistes, ou accorder leur faveur à un de ses 23 concurrents dont le chef de l'opposition, Soumaïla Cissé.

La communauté internationale, présente militairement avec la Mission de l'Onu (Minusma) et la force française Barkhane, attend de cette élection une relance de l'application de l'accord de paix signé en mai-juin 2015 entre le camp gouvernemental et l'ex-rébellion à dominante touareg, application qui accumule les retards.

Malgré cet accord, les violences jihadistes ont non seulement persisté, mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires.

Les Peuls dénoncent ainsi régulièrement des exactions à leur encontre, au nom de la lutte contre les jihadistes, de la part de chasseurs armés, et reprochent à l'armée et aux autorités leur passivité, voire leur complicité.

Les premiers résultats du scrutin sont attendus dans les 48 heures, les résultats officiels provisoires le 3 août au plus tard. Et, le 12 août, un éventuel second tour.

La campagne qui s'est achevée soir a été marquée par une polémique



Photo : AFP

La campagne en vue de la présidentielle terminée, place désormais au choix pour les quelque 8 millions d'électeurs maliens.

sur les listes électorales, l'opposition dénonçant un risque de fraude. L'équipe de Soumaïla Cissé, largement battu au second tour par M. Keïta en 2013, dénonce des divergences entre le fichier ayant servi à l'établissement des cartes d'électeurs et celui mis en ligne, qui comprend selon elle des doublons, des électeurs et des bureaux de votes fictifs.

"Il n'y a pas deux fichiers, il y a un seul fichier", a assuré le ministre de l'Administration territoriale, Mohamed Ag Erlaf, expliquant les anomalies par un problème de serveur informatique.

**"UNE PREOCCUPATION, L'INSECURITE"** • Accusé par ses adversaires, dont plusieurs de ses anciens ministres, de mauvaise gouvernance et d'avoir échoué à stabiliser le pays, le président Keïta, souvent désigné par ses initiales, IBK, assure "faire avancer le bateau Mali", dans des circonstances particulièrement difficiles.

Tout au plus reconnaît-il que subsistent "des poches de violence, des ré-

sidus de terrorisme".

Le chef de l'opposition, qui a choisi pour slogan "Ensemble restaurons l'espoir", insiste sur "l'urgence à sauver le Mali".

Un autre candidat, le riche Aliou Boubacar Diallo, a vu dans une attaque à main armée cette semaine contre un convoi de son équipe de campagne au nord de Bamako la preuve qu'IBK avait "lamentablement échoué" sur le plan de la sécurité, le jugeant "totalement disqualifié pour les cinq prochaines années".

"Partout où nous sommes allés, c'est cette insécurité qui constitue la première préoccupation des Maliens", a souligné dans un communiqué M. Diallo, qui bénéficie du soutien du chérif Bouyé Haïdara, un très influent dirigeant religieux musulman.

Parmi les principaux prétendants figure l'ancien chef de gouvernement de transition, Cheick Modibo Diarra (avril-décembre 2012), un astrophysicien de métier, auquel s'est rallié un ancien Premier ministre.

Sont également en lice,

parmi les 24 candidats, dont une seule femme, le maire de Sikasso (sud), Kalifa Sanogo, l'ex-Premier ministre Modibo Sidibé, l'ancien ministre et militaire Moussa Sinko Coulibaly, ainsi que des hauts fonctionnaires internationaux.

**FAIBLE PARTICIPATION ATTENDUE** • Face au risque que le scrutin ne puisse se tenir sur une partie du territoire, plus de 30 000 membres des forces de sécurité et de défense ont été mobilisés pour la protection des candidats en campagne et les opérations de vote, selon le ministère de la Sécurité intérieure.

Dans les régions du nord du pays, où l'Etat est peu ou pas présent, les groupes armés signataires de l'accord de paix doivent également contribuer à la sécurisation du vote.

Les troupes de Barkhane y veilleront également, a indiqué la ministre française des Armées, Florence Parly, jugeant nécessaire de "dissuader ceux qui voudraient entacher le choix des urnes par le sang des hommes et (de)

réagir vite en cas d'attaques".

Malgré ces dispositions, le taux de participation est traditionnellement bas au premier tour de la présidentielle au Mali, inférieur à 50%.

Des tensions sont également apparues entre autorités et médias venus couvrir le scrutin. Une équipe de la télévision française TV5 a été privée de liberté quelques heures le 22 juillet à son arrivée à Bamako. Reporters sans Frontières (RSF) a dénoncé des actes relevant "de l'intimidation et de l'obstruction", disant avoir reçu des assurances du ministre de la Communication, Arouna Modibo Touré, sur la libre couverture du scrutin.

L'Union européenne (UE) déploiera dimanche une centaine d'observateurs. La députée européenne italienne Cécile Kyenge, a lancé mercredi un appel à une "transparence accrue" et réclamé l'accès des observateurs, y compris les quelque 3 000 nationaux, à la phase de centralisation des résultats.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Le procès Zuma ajourné au 30 novembre

La justice sud-africaine a encore renvoyé hier, cette fois au 30 novembre, le procès de l'ex-président Jacob Zuma pour corruption en marge d'un contrat d'armements, pour permettre à ses nouveaux avocats de s'informer du dossier.

• **Ouganda/Politique.** L'opposition dénonce la perspective d'une "présidence à vie" de Museveni

Le président ougandais Yoweri Museveni s'achemine vers une "présidence à vie", a dénoncé hier un avocat représentant l'opposition, après que la justice ougandaise a supprimé la limite d'âge fixée à 75 ans pour être candidat à la tête de l'Etat.

• **RDCongo/Conflit.** Cinq morts dans l'est

Cinq personnes ont été tuées jeudi soir dans l'est de la République démocratique du Congo dans une attaque attribuée à des rebelles du Burundi sur la route entre Bukavu et Uvira près de la frontière, ont rapporté hier des sources civiles et militaires.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique.** Le démenti de Trump

Donald Trump a démenti hier avoir eu préalablement connaissance d'une réunion pendant la campagne présidentielle entre son fils Don Jr et une avocate russe offrant des informations compromettantes sur Hillary Clinton.

• **Pakistan/Législatives.** Imran Khan vainqueur mais...



Photo : AFP

L'ex-champion de cricket Imran Khan a remporté les élections législatives de mercredi au Pakistan, selon des résultats partiels publiés hier, mais aura besoin d'alliés pour se bâtir une majorité. A noter que plusieurs partis de l'opposition ont rejeté les résultats de ces élections.

• **Syrie/Conflit.** Le chef de l'opposition pour une relance des négociations

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, s'est dit favorable à une relance des négociations avec le régime sous l'égide de l'Onu pour un règlement du conflit, après avoir admis "les pertes militaires significatives" essuyées sur le terrain.

## RDCongo/Mort d'un activiste anti-Kabila

### Classement sans suite

AFP

Goma/RD Congo

**L'ENQUETE** sur la mort d'un activiste pro-démocratie dans l'incendie de sa maison en République en démocratique du Congo à Goma (est) a été classée sans suite, a annoncé hier la justice congolaise.

"Pour l'instant, il n'y a

aucun prévenu à poursuivre. C'est tout simplement un incident malheureux", a déclaré le procureur de Goma Dauphin Mawaso lors d'un point-presse.

Luc Nkulula, 33 ans, activiste du mouvement la Lutte pour le changement (Lucha) qui demande le départ du président Joseph Kabila prévu par la Constitution, avait été retrouvé mort après l'incendie de sa

maison dans la nuit du 9 au 10 juin.

"L'incendie a été provoquée par l'explosion de la batterie qui alimentait un système de panneaux solaires", a affirmé le procureur.

L'enquête de la justice congolaise a été menée avec deux enquêteurs de la Mission des Nations unies au Congo (Monusco), selon le procureur.

Un expert incendie de la force onusienne a participé aux travaux, a indiqué la Monusco.

"Deux maisons et un véhicule ont été calcinés", selon le procureur. Les militants de la Lucha avaient exigé une "enquête crédible" après la mort de leur camarade.

"Nous soupçonnons les ennemis de la démocratie et de la paix d'être responsables de cet acte

lâche sur la personne de notre camarade, même si jusque-là, nous ignorons l'origine du feu", avait déclaré juste après le drame un des responsables de la Lucha, Ghislain Muhiwa. Très actifs sur les réseaux sociaux, les militants de la Lucha sont régulièrement arrêtés en déiant les interdictions de manifester à Goma et dans d'autres villes de l'est.